

Déclaration liminaire de la FSU-CGT au CTSD du 3 septembre 2021

Cette rentrée scolaire est encore marquée par l'inquiétude face à la crise sanitaire et à la virulence du variant delta du COVID 19. La mise en place du pass sanitaire qui, quoi qu'on en dise, s'apparente à une mesure liberticide ne peut pas, en l'état, rencontrer l'adhésion de tous·tes les Français·es.

Les nombreuses manifestations qui ont eu lieu cet été en attestent.

Pour la FSU-CGT, la vaccination collective est le seul moyen de faire face à cette crise sanitaire sans précédent, mais ce n'est pas par la contrainte qu'elle sera acceptée, c'est plutôt avec de la pédagogie et une vraie politique de santé publique. Il est urgent que nos dirigeants fassent le nécessaire pour permettre un accès à la vaccination pour tous·tes et pour permettre la levée des brevets pharmaceutiques sur les vaccins qui devraient être un bien commun universel. Malheureusement, c'est encore une fois par le prisme de la finance qu'Emmanuel Macron a choisi de traiter cette crise.

Côté éducation, Jean-Michel Blanquer a encore choisi cette année de préparer sa rentrée avec une agence de com' plutôt qu'avec les professionnel·les.

Il a dévoilé le nouveau protocole sanitaire auprès des médias avant de le diffuser aux personnels. Plus préoccupé par son image que par le bon fonctionnement de son administration, il met les professionnel·les en difficulté et ne répond pas avec certitude et clarté aux nombreuses sollicitations des usager·es.

Dans un autre registre, mais toujours avec son agence de com', notre ministre lance une grande campagne sur la laïcité qui laisse croire que les motivations de la laïcité pourraient se confondre avec une lutte contre le communautarisme. Soigneusement construite pour qu'une lecture rapide donne l'impression d'une vision généreuse, cette campagne de communication contribue en fait à renforcer l'idée que les menaces contre la liberté de conscience seraient liées aux différences d'origine et aux écarts culturels qu'elles supposeraient. Elle relève donc d'une stratégie politique contradictoire avec le travail que l'école doit conduire pour éduquer à la laïcité.

En plus de véhiculer des stéréotypes désobligeants, notre ministre se permet des sorties indignes s'apparentant à de la pauvrophobie concernant l'utilisation de la prime de rentrée par les familles qui en bénéficient. Si nos dirigeants étaient aussi prompts à surveiller l'utilisation des aides versées aux grandes entreprises, notre pays pourrait faire des économies substantielles et permettre à tous·tes de vivre un peu plus dignement !

Concernant nos collègues AESH, Jean-Michel Blanquer se targue d'une revalorisation salariale de ces personnels qui passe par une refonte des grilles salariales, qui, si l'on y regarde de plus près correspond à une augmentation de 233€ sur une carrière de 33 ans, soit environ 7€ par an. Cela se passe de commentaires.

Nous avons aussi découvert la note de rentrée creuse qui n'a manifestement pas d'autre but que celui de faire la pub de notre ministre. Les 30 minutes de sport quotidiennes, le ¼ d'heure de lecture quotidien. Autant d'opérations de communication qui ne font que desservir les enseignant·es, laissant croire que nous ne lisons pas dans les classes et que nous empêchons nos élèves de bouger. Heureusement, Super Blanquer est là pour remédier à tout ça !

Concernant la maternelle, bien que le ministre se soit engagé à son arrivée à ne pas faire de nouveaux programmes, il n'a pas pu résister. La note de rentrée est cependant bien vide sur la maternelle, ce qui n'augure rien de bon quant à l'intérêt que le ministère y porte.

La mise en place des RH de proximité assortie d'une campagne d'affichage certainement très coûteuse n'a pas d'autre but que celui de continuer à fouler du pied le rôle des représentant·es des personnels, ce que nous déplorons depuis la loi de transformation de la Fonction Publique.

Dans notre département, la fin des CAPD ajoutée à la baisse des moyens dans les services administratifs, mais aussi dans les écoles a pour conséquence que plusieurs équipes se sont senties

malmenées lors de cette rentrée scolaire.

Les représentant·es des personnels sont exclu·es des opérations de mouvement et de promotion, et le manque de transparence pèse sur les nominations.

La communication si chère à notre ministre n'échappe pas à tous les échelons de l'éducation nationale, et c'est sur Twitter que nous avons appris que notre département recrutait des contractuel·les. CQFD !

Vous allez finaliser aujourd'hui la carte scolaire pour notre département, Monsieur le Directeur Académique, et nous sommes ravi·es d'avoir appris par voie de presse qu'une classe était ouverte à l'école Jacques Prévert maternelle de Niort alors même que le CTSD n'a pas eu lieu. C'est un déni des instances que nous ne pouvons que condamner. La carte scolaire ne se fait pas dans le bureau des élus mais en instances paritaires !

D'un point de vue plus général, la FSU-CGT demande au ministre des moyens matériels et humains pour permettre aux enseignant·es de notre pays de retrouver de la sérénité dans leur travail et ce, malgré une crise sanitaire dont on ne voit pas le bout. Nous attendons de notre employeur qu'il nous fournisse le matériel nécessaire à notre santé ainsi qu'à celle de nos élèves. Cela passe par les masques, mais aussi par l'installation de purificateurs d'airs et de capteurs de CO2 dans les classes. Nous attendons aussi plus de personnels et des effectifs revus à la baisse dans toutes les classes afin de permettre partout la distanciation physique entre les élèves. Bref, nous n'attendons pas de notre ministre des mots dans la presse, mais des moyens et des actes.

C'est pour toutes ces raisons, mais aussi pour la défense de nos conditions de travail et pour une vraie revalorisation salariale que la FSU et la CGT, aux côtés de nos camarades de FO et de Solidaires appelons tous·tes les enseignant·es à se mettre en grève et à descendre dans la rue le jeudi 23 septembre prochain.